



CENTRE INTERREGIONAL DE COORDINATION (CIC) INTERREGIONAL COORDINATION CENTRE (ICC)

Centre Interrégional de Coordination pour la Sécurité et la Sûreté Maritimes dans le Golfe de Guinée, pour la mise en œuvre d'une stratégie régionale pour la sécurité et la sûreté maritime en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest

Termes de référence pour le recrutement d'un Consultant en communication.

Août 2017

Sommaire

I. Lettre Invitation à soumissionner	3
II. Contexte et justification de la mission.....	4
III. Objectifs de la mission.....	5
IV. Étendue de la mission.....	5
V. Approche méthodologique.....	6
VI. Profil du consultant	7
VII. Résultats attendus, livrables.....	7
VIII. Calendrier et durée de la mission.....	7

Lettre Invitation à soumissionner

Monsieur.....

B.P. :

E-mail :

Téléphone :

**Objet : Services de consultants pour le recrutement d'un
Consultant en Communication au CIC ;
Sélection sur la base de la qualification et du coût.**

Monsieur,

Dans le cadre de la définition de la stratégie de communication du Centre Interrégional de Coordination pour la Sécurité et la Sûreté Maritimes dans le Golfe de Guinée (CIC), vous avez été identifié pour faire partie des consultants appelés à présenter une proposition technique et financière.

Vous êtes priés de nous soumettre vos meilleures offres, à l'adresse ci-après :

Direction Exécutive du CIC
B.P. : 35468 Bastos Yaoundé – Cameroun
E-mail : bellbellei@hotmail.fr / cic.sm_contact@yahoo.fr
Tél. : (+237) 696 28 19 47 / 676 93 53 79 / 675 12 04 28
Yaoundé – République du Cameroun

Votre proposition est attendue au plus tard le _ _ _ _ _ . Après évaluation et éventuellement négociation, le démarrage de la mission est prévue au plus tard le _ _ _ _ _ pour une durée prévisionnelle de quatre (4) hommes / mois.

Dans l'attente de votre retour, veuillez agréer Monsieur l'expression de nos meilleurs sentiments.

Contexte et justification de la mission

La recrudescence de la criminalité maritime dans le Golfe de Guinée a suscité une prise de conscience collective dans une région où, pendant des décennies, les problèmes de souveraineté et de contrôle territorial ne se sont pas posés que sur la terre ferme. En effet, l'insuffisante coopération entre les États et Régions du Golfe de Guinée avait permis aux réseaux criminels transfrontaliers, de diversifier leurs activités depuis l'Hinterland jusqu'à la haute mer, en passant par les zones d'activités économiques côtières.

Toutefois, la multiplication des initiatives de sécurisation des espaces maritimes démontre incontestablement la volonté de la Communauté Internationale d'enrayer les actes illicites commis en mer, afin d'y garantir la libre circulation des personnes et des biens, ainsi que l'exploitation d'innombrables richesses qui s'y trouvent. Dans cette optique, et conformément aux résolutions 2018 (2011) et 2039 (2012) du Conseil de Sécurité des Nations Unies, les Chefs d'États et de Gouvernement de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Commission du Golfe de Guinée (CGG) ont adopté lors de la rencontre au Sommet des 24 et 25 juin 2013 à Yaoundé, une stratégie régionale visant à juguler ce phénomène qui met en péril la navigation internationale, la sécurité, la stabilité et le développement économique des pays concernés, et dont la mise en œuvre est assurée par le Centre Interrégional de Coordination.

De la fin du sommet de Yaoundé au 11 septembre 2014, date de l'inauguration du CIC, la Communauté des Parties aux Accords de Yaoundé et le Cameroun, pays hôte du Centre Interrégional de Coordination, se sont rencontrés successivement en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest pour poser les jalons de sa mise en place effective. Les rencontres initiales qui se sont respectivement tenues à Libreville au Gabon le 31 juillet 2013, à Dakar au Sénégal du 25 au 26 octobre 2013, à Abuja au Nigeria du 18 au 20 novembre 2014, ont préparé les trois réunions du Groupe International de Travail (GIT), composé d'experts de la CEEAC, de la CEDEAO, de la CGG, du pays hôte ainsi que de ceux de la Communauté des partenaires stratégiques et techniques du CIC. Les réunions de Yaoundé ont permis l'élaboration des projets ci-après :

- Accord de siège ;
- Règlement intérieur du CIC ;
- Statut du personnel du CIC ;
- Stratégie de Communication ;
- Feuille de route de juin-décembre 2014 ;
- Plan d'actions 2014-2016 ;
- Stratégie de mobilisation des ressources ;
- Budget prévisionnel du CIC (juin-décembre 2014) ;
- Protocole Additionnel portant organisation et fonctionnement du CIC ;
- Règlement intérieur de la Réunion Annuelle des Hauts Responsables.

L'ensemble des projets sus-mentionnés ont fait l'objet d'une validation technique lors de la réunion des Experts des 03 et 04 juin 2014, et les deux derniers textes ont été signés par les Chefs des Exécutifs de la CEEAC, de la CEDEAO et de la CGG, agissant dans le cadre de la Réunion Annuelle des Hauts Responsables, instance faîtière et Conseil d'Administration du CIC, à l'issue de la réunion plénière du 05 juin 2014 à Yaoundé.

Le CIC a été inauguré. Le personnel dirigeant a été désigné et doit mettre en place de manière effective les activités du CIC en termes de communication et de relations publiques. Ces actes impliquent par conséquent la nécessité de :

- Finaliser le document de stratégie de communication ;
- Extraire et chiffrer les actions de communications intermédiaires nécessaires à mieux faire connaître le CIC dans les États membres et auprès des partenaires stratégiques ;
- Lancer la communication préparatoire de la réunion des donateurs ;
- Planifier et accompagner les actions de relations publiques nécessaires à dynamiser le rôle du CIC dans l'architecture de Yaoundé auprès des partenaires ;
- Proposer toutes actions de communication nécessaires à rassurer et convaincre les partenaires de soutenir le CIC.

Les présents termes de référence concernent le recrutement d'un consultant chargé de la réalisation de ce mandat, et donnent une description détaillée des tâches à accomplir ainsi que des compétences requises du consultant.

Objectifs de la mission

La mission du consultant a pour objectif de finaliser le document de stratégie de communication disponible, puis de proposer et de mettre en œuvre les actions et outils de communication qui répondent aux besoins spécifiques du CIC (rendre visibles ses activités) et qui permettent de rassurer et de convaincre les partenaires du CIC, les organisations régionales ainsi que les États membres du Golfe de Guinée .

Étendue de la mission

Les prestations attendues dans le cadre de ce Projet sont détaillées ci-après :

- (i) Finaliser le document de stratégie de communication. Adapter ledit document élaboré lors des séquences de travail du Groupe Inter-régional de Travail (GIT) au contexte de l'opérationnalisation du CIC et au nouvel environnement juridique du Golfe de Guinée créé par la Charte de Lomé
- (ii) Établir un plan de communication en temps normal et en temps de crise ;
- (iii) Proposer les supports de communication du CIC ;
- (iv) Proposer et chiffrer les actions de communication nécessaires à mieux faire connaître le CIC dans les États membres et auprès des partenaires stratégiques ;
- (v) Lancer la communication préparatoire de la réunion des donateurs avec pour public cible les partenaires stratégiques et financiers du CIC ;
- (vi) Planifier et accompagner les actions de relations publiques nécessaires à dynamiser le rôle du CIC dans l'architecture de Yaoundé auprès des partenaires.

Approche méthodologique

Le Consultant se référera aux documents de base du CIC (stratégie de communication avec les moyens de mise en œuvre, programme quadriennal du CIC etc...), ainsi qu'à tout autre document pertinent. Il proposera sa méthodologie pour la réalisation de la mission et fera ses commentaires et propositions sur les termes de référence. Pendant le déroulement de sa mission, le Consultant pourra faire des consultations auprès des différents partenaires et instances impliqués dans le fonctionnement du CIC.

Profil du consultant

La mission sera réalisée par un Consultant individuel ou un Bureau d'Études ressortissant d'un des pays membres du CIC, et justifiant du profil ci-après :

- Être ressortissant d'un des États membres de la CEDEAO ou de la CEEAC ;
- Avoir un diplôme d'études supérieures de niveau BAC+5 au minimum en communication, relations publiques, journalisme, relations internationales ou tout autre domaine connexe pertinent ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans la communication institutionnelle ;
- Avoir une expérience avérée dans une organisation/mission internationale serait un atout ;
- Avoir une bonne connaissance des partenaires financiers internationaux ;
- Avoir une bonne connaissance des enjeux sécuritaires dans l'espace maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ;
- Avoir une bonne connaissance du processus de Yaoundé ;
- Avoir une aisance relationnelle ;
- Avoir une bonne maîtrise du logiciel Office (Word, Excel, Powerpoint) et de l'Internet ;
- Être parfaitement bilingue (anglais et français), la maîtrise de l'espagnol et /ou du portugais serait un atout ;
- Être apte à travailler sous pression ;
- Faire preuve d'un leadership avéré, d'intégrité et de probité morale ;
- Être apte à exécuter toutes autres missions dans l'intérêt du CIC.

Résultats attendus, livrables

Les résultats attendus de la mission sont les suivants :

- Le document de stratégie de communication finalisé ;
- Le plan de communication établi ;
- Le manuel de procédures de communication interne et externe du CIC disponible ;
- Les partenaires sont sensibilisés à travers la mise à disposition des informations sur les activités du CIC;
- Les opinions publiques nationale, régionale , interrégionale et internationale sont édifiés sur les retombées socio-économiques et l'impact du processus de Yaoundé.

Réponse attendue à l'appel d'offre

- Une note d'intention mettant en avant la compréhension du contexte et du besoin ;
- La présentation de l'entreprise ou du consultant ainsi que ses références dans le domaine de la communication ;
- Les moyens humains mandatés pour la mission (CV et références) ;
- Présentation technique de la réalisation du projet ;
- Proposition financière ;
- Le planning pour la réalisation de la mission validé ou amendé ;
- L'engagement du prestataire vis-à-vis des délais de livraison.

Calendrier et durée de la mission

Pour sa première partie nécessaire à l'actualisation et à la finalisation du document de stratégie et des outils y afférents, le temps imparti à la mission n'excédera pas trois (3) semaines, réparti comme suit :

- Réunion de cadrage au CIC pour la confirmation et la validation des besoins et de l'approche méthodologique (1jour) ;
- Travaux au siège du consultant pour la rédaction des différents documents (12 jours) ;
- Travaux au siège du CIC à Yaoundé (5 jours environ) :Remise des documents provisoires ;Prise en compte des observations du CIC (2 jours) ;
- Remise définitive des divers documents (1 jour).

Dans une deuxième partie qui sera de trois (3) mois, le consultant devra accompagner le CIC dans la mise en œuvre concrète des actions de communication en particulier pour la mobilisation en prélude à la Conférence des Donateurs, partenaires du CIC, et l'intégration du CIC dans le réseau international des Organisations Internationales.

N.B : Les différents documents devront être produits en français et en anglais.